

LA BOISNIERE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Villedomer

37110 CHATEAU RENAULT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

LA BOISNIERE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Villedomer

37110 CHATEAU RENAULT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association LA BOISNIERE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA BOISNIERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président administrateur unique et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président administrateur unique.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tours, le 11 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Antoine Labarre

Antoine LABARRE

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de Résultat

Annexe

BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	50 617	50 617		451
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	149 720		149 720	149 720
Constructions	2 435 926	2 071 196	364 730	403 655
Installations techniques, matériels et outillage	1 951 450	1 696 343	255 107	194 745
Autres Immobilisations corporelles	2 687 928	1 891 490	796 438	790 332
Immobilisations corporelles en cours	8 160		8 160	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	100 015		100 015	100 015
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	387 636		387 636	430 763
Prêts	649 355		649 355	612 019
Autres Immobilisations Financières	31 629		31 629	24 515
ACTIF IMMOBILISE	8 452 436	5 709 646	2 742 790	2 706 215
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	27 530		27 530	5 640
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	1 766 464	7 829	1 758 635	1 747 579
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	695 518		695 518	688 719
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.	2 000 000		2 000 000	2 188 971
Disponibilités	6 279 253		6 279 253	6 313 837
Charges constatées d'avance	58 773		58 773	44 136
ACTIF CIRCULANT	10 827 538	7 829	10 819 709	10 988 882
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
Ecarts d'arrondi				
TOTAL GENERAL	19 279 974	5 717 475	13 562 499	13 695 097

BILAN PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds Propres sans droit de reprise	110 304	110 304
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	110 304	110 304
Fonds Propres avec droit de reprise		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	9 463 167	9 441 824
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	467 913	467 913
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	8 259 930	8 238 587
- Autres réserves	735 324	735 324
Report à nouveau	-793 612	-470 729
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-531 407	-131 492
- Autres reports à nouveau	-262 205	-339 237
Résultat de l'exercice	-386 559	-301 541
- Activités en gestion contrôlée	-366 504	-362 738
- Autres activités	-20 055	61 197
Situation Nette	8 393 300	8 779 858
Subventions d'investissement	1 401	2 504
Provisions réglementées	1 465 548	1 424 011
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	9 860 249	10 206 373
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	284 680	211 872
FONDS DEDIES OU REPOTES	284 680	211 872
Provisions pour risques	83 000	83 000
Provisions pour charges	98 988	171 678
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	181 988	254 678
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	23 442	39 071
Emprunts et dettes financières divers	130	
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	3 952	
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	849 870	1 038 789
Dettes fiscales et sociales	2 155 166	1 895 707
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 427	46 946
Produits constatés d'avance	194 595	1 661
DETTES	3 235 582	3 022 174
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	13 562 499	13 695 097
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations		
Ventes de biens et services	592 806	540 070
-Ventes de biens :		
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>		
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	592 806	540 070
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	272 796	288 314
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	320 010	251 756
<i>Autres prestations de service</i>		
Produits de tiers financeurs	17 966 358	16 874 841
- Concours publics	17 011 772	15 628 321
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	6 813 298	6 981 781
<i>Dotation Globale de Financement</i>	9 879 951	8 572 435
<i>Autres produits de tarification</i>	318 523	74 105
- Subventions d'exploitation	934 934	1 245 920
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consomptible		
- Ressources liées à la générosité du public		600
<i>Dons manuels</i>		600
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	19 652	
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	51 699	45 058
Utilisation des fonds dédiés	946	158 508
Autres produits de Gestion Courante	261 552	539 984
Produits d'exploitation	18 873 361	18 158 461
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	5 384 377	4 797 200
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	942 455	985 724
Salaires et traitements	8 899 473	9 060 378
Charges sociales	3 662 705	3 558 566
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	366 251	331 405
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	5 593	6 934
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Engagements à réaliser sur ressources affectées	73 754	
Autres charges	12 075	5 567
Charges d'exploitation	19 346 683	18 745 774
RESULTAT D'EXPLOITATION	-473 322	-587 313
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	41 498	82 000
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	41 498	82 000
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	997	1 555
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	997	1 555
RESULTAT FINANCIER	40 501	80 445
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-432 821	-506 868
Sur opérations de gestion	73 425	218 392
Sur opérations en capital	93 036	49 946
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	166 461	268 338
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	79 110	37 305
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 346	7 550
Charges exceptionnelles	111 456	44 855
RESULTAT EXCEPTIONNEL	55 005	223 483
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	8 743	18 156
RESULTAT NET	-386 559	-301 541
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>19 081 320</i>	<i>18 508 799</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>19 467 879</i>	<i>18 810 340</i>

Sommaire :

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
	PRESENTATION DE L'ENTITE	X		
	FAITS CARACTERISTIQUES	X		
	EVENEMENTS POST CLOTURE	X		
	CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE	X		
	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION			
	NOTES SUR LE BILAN			
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks			X
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Variation des fonds propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions & dépréciations	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance		X	
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT			
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Global	X		
Note 20	Subventions et Concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
	AUTRES INFORMATIONS			
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024, caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	13 562 499 €
- Total du compte de résultat (Produits)	19 081 320 €
- Résultat de l'exercice (déficit)	-386 559 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par la Présidente Administratrice Unique de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association La Boisière a pour objet de rassembler les personnes intéressées par les personnes handicapées et leurs familles et de promouvoir la prise en charge d'enfants et adultes déficients intellectuels avec ou sans troubles de la personnalité.

A ce titre, l'association a mis en place divers établissements et services d'accueil et de prise en charge des personnes handicapées.

Afin de réaliser son objectif, l'association s'est dotée d'un IME (Institut médico-éducatif) et un SESSAD (Service d'éducation spécialisée et de soins à domicile) pour accompagner les enfants ainsi que d'un ESAT (Etablissement et service d'aide par le travail), un SAVS (Service d'accompagnement à la vie sociale), un Foyer d'accueil médicalisé, deux Foyers de vie et un Foyer d'hébergement pour les adultes.

Les missions de l'association sont principalement financées :

- Pour les établissements ayant signé un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens par des dotations globales de financement ;
- Pour les autres dispositifs par des facturations en prix de journée ou la perception de subventions publiques.

FAITS CARACTERISTIQUES

Négociations CPOM toujours en cours

Des échanges ont débuté en fin d'année 2023, des temps d'échanges se sont tenus avec les autorités de contrôle et de tarification (ARS et Conseil Départemental) durant l'année 2024. Un avenant concernant 2024 a été signé le 19 mai 2025.

Aides gouvernementales de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité et le gaz. Le montant constaté dans les comptes 2024 permet de réduire les charges de 49 ke (versus 490 ke en 2023).

Le montant net des aides dans les comptes 2024 : 619 ke vs. 594 ke.

Les charges d'électricité et de gaz constatées dans les comptes se sont élevées à 668 ke (vs 1.084 ke en 2023) ; soit une augmentation du coût net de l'électricité et du gaz de +24 ke dans le résultat de l'association en 2024.

Exonération de charges sociales « aide à domicile »

Une demande d'exonération de charges au titre de l'aide à domicile (exonération possible pour l'intervention au domicile des personnes fragiles) a été acceptée en 2024 par l'Urssaf pour 72 ke au titre de 2023 (vs 215 ke en 2023 au titre de 2022).

Ces produits ont été constatés dans le résultat exceptionnel de l'association.

Crédits non reconductibles reçus

Les produits d'exploitation comprennent 123 ke des crédits non reconductibles supplémentaires. Ils ont notamment pour objet :

- Le financement de l'accompagnement d'usagers complexes au sein de l'IME,
- Le financement de transports des usagers,
- Le financement de formations sur la bientraitance.

A noter qu'en 2023, les crédits non reconductibles perçus par les établissements s'élevaient à 77 ke.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Les subventions versées par la CAF auparavant comptabilisées dans le poste subvention d'exploitation du compte de résultat, ont été reclassées dans le poste concours publics en 2024 pour un montant de 312 ke (contre 304 ke en 2023). Ce changement de présentation est sans impact sur le résultat ni sur le total des produits d'exploitation.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité séparée, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, actifs et passifs (comptes de liaison inter établissement), sont éliminés ainsi que les charges et produits (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) internes au périmètre de l'association.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b. PRINCIPES COMPTABLES SECTORIELS

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux Privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires,
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations et notamment :

- ✓ Les subventions de fonctionnement de l'Etat, de la Ville, des Ex D.D.A.S.S. (A.R.S./ D.R.H.I.L.), de la C.P.A.M., des Conseils Départementaux et Régionaux, d'Ensemble Contre le Sida, des A.G.L.S., de F.S.L., d'A.L.T., de la DULE saturnisme, de Solidarité Sida, de la D.A.S.E.S., de Mairies, et des G.R.S.P., sont comptabilisées pour leurs montants attribués correspondant à l'arrêté des différents financeurs et des activités réalisées.
- ✓ Les ressources versées par la C.A.F. sont comptabilisées dès leur attribution en fonction de la période de versement et de la réalisation de l'activité s'y rattachant.
- ✓ Il a également été tenu compte des spécificités établies par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de la dotation de Soins (Secteur Médico – Social).
- De l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

c. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PRINCIPES COMPTABLES

c.1. Comptabilisation des engagements de retraite :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir ci-après § .i)

c.2 Comptabilisation, amortissement et dépréciation des actifs

Le cas échéant, exception à la mise en œuvre de l'approche par composants ou de l'application du prorata temporis.

c.3 Participation des Employeurs à l'Effort Construction

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge d'impôt liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En outre, une reprise de la provision réglementée sera engagée lors de chaque remboursement effectué par l'organisme collecteur agréé au sein des différents établissements et services concernés.

En 2024, les provisions constatées à ce titre se sont élevées à **37 337 euros** portant le solde de cette provision au bilan à **319 281 euros**.

d. METHODES D'EVALUATION

a) Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 3 à 8 ans.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les frais d'établissements activés sont amortis linéairement sur pour une durée variable de 3 ans à 5 ans à compter de la date d'ouverture effective de l'établissement.

b) Immobilisations corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

Constructions :	40 ans
Installations générales, aménagements des constructions :	de 20 à 5 ans
Matériels et outillages :	de 20 à 5 ans
Cheptel :	de 15 à 3 ans
Agencement et aménagements :	de 10 à 5 ans
Mobiliers et matériels de bureau :	de 10 à 5 ans
Matériels informatiques :	5 ans
Matériels de transport :	de 10 à 5 ans

Amortissements dérogatoires constatés dans les structures en gestion contrôlée :

Lorsque la dotation aux amortissements, résultant de l'application du règlement 2014-03 (A.N.C.), est inférieure à la dotation initialement prévue et autorisée par les autorités de tarification, la différence est constatée en Amortissements dérogatoires.

Le détail des amortissements dérogatoires est porté en Note 8 de l'annexe.

Dépréciation des actifs :

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

c) Immobilisations Financières :

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

Les **prêts** correspondent à des prêts à caractère libératoire accordés à des organismes habilités à percevoir la contribution obligatoire à l'effort construction.

d) Créances et dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les dépréciations sont indiquées en Note 8 de l'annexe.

e) Trésorerie - emprunts

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.
- **Valeurs mobilières de placement** :

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

Comptes à Terme – Dépôt à Terme : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

L'association a souscrit, le 11 décembre 2024, un compte à terme d'une valeur de 2 000 000 euros au taux de 3.2% l'an et ayant pour terme le 11 juin 2025. A la clôture 2024, les intérêts courus correspondant sont non significatifs et non comptabilisés.

Contrats de capitalisation en euros : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2024, l'association a procédé au rachat du contrat existant pour un montant de 2 188 976 euros (net de frais de gestion) générant une plus-value de 188 976 euros. Cette opération est sans impact sur le compte de résultat de 2024 compte tenu des provisions constatées en 2023.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

f) Apports en Fonds associatifs avec Droit de reprise

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.

Au 31/12/2024, l'association ne bénéficie pas d'apport en fonds associatifs avec droit de reprise.

g) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, lors de leur notification, en subvention d'investissement. Les subventions de fonctionnement sont versées aux établissements sous condition d'autorisation d'ouverture et d'admission à l'aide sociales délivrées par l'administration.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subventions restant à virer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à 1 401 euros.

h) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.) ;
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.) ;
- Amortissements dérogatoires (voir §b) ;
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

h-1. Couverture du besoin en fonds de roulement :

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros	31.12.2023	Dotation	Reprise	31.12.2024	Autorisé par les autorités de tarification
584_Foyer d'Hébergement "Résidence La Vallée Verte"	92 008			92 008	92 008
588_Foyer de Vie "Le Hameau des Vents"	99 092			99 092	99 092
Total	191 100	0	0	191 100	191 100

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

h-2. Renouvellement des immobilisations :

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros	31.12.2023	Dotation	Reprise	31.12.2024	Autorisé par les autorités de tarification
589_IME	329 180			329 180	329 180
Total	329 180	0	0	329 180	329 180

Objectif de cette provision : ramener la valeur nette comptable des immobilisations de l'IME à 0 dans le cadre du projet futur de déménagement.

h-3. Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant » peuvent être constituées.

Au 31/12/2024, le solde de ces provisions s'élève à **625 987 euros**, dont 4 200 euros ont été dotés sur la période.

i) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

Les provisions pour risques prud'hommes et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les nouvelles règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces nouvelles règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture ;
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture ;
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Les engagements de retraite sont comptabilisés conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans. (Voir § C1 et ci-dessous).

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.38 % ;
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'association ;
- Nombre de droits acquis en fonction des années de présence pour chacun des salariés ;
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans ;
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires) ;
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%.

Ces engagements sont détaillés en Note 22 de l'annexe.

j) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés sont notamment issus de crédits exceptionnels et non renouvelables intégrés au prix de journée ou à la dotation globale de financement, versés par l'Agence Régionale Santé, le Conseil Général, affectés à des opérations clairement identifiées.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en Note n°9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement										
Autres immobilisations incorporelles	50 617									50 617
Immobilisations Incorporelles	50 617									50 617
Terrains	149 720									149 720
Constructions	2 411 976	23 950								2 435 926
Instal. techniques matériel et outillage	1 822 812	143 681	-15 043							1 951 450
Instal. générales, aménagements divers	745 407	38 719								784 126
Matériel de transport	862 069	176 783	-60 740							978 112
Matériel de bureau et informatique	295 043	21 533								316 576
Mobilier	559 286	10 221								569 507
Autres	35 107	6 600	-2 100							39 607
Immobilisations corporelles en cours		8 160								8 160
Avances et acomptes										
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	6 881 420	429 647	-77 883							7 233 184
Participations	100 015									100 015
Prêts	612 019	37 336								649 355
Autres titres et immobilisations financières	455 278	139 241	-175 254							419 265
Immobilisations Financières	1 167 312	176 577	-175 254							1 168 635
Total Valeurs Brutes	8 099 349	606 224	-253 137							8 452 436

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement										
Autres immobilisations incorporelles	50 166	451								50 617
Ecart d'acquisition										
Immobilisations Incorporelles	50 166	451								50 617
Terrains										
Constructions	2 008 321	62 875								2 071 196
Instal. techniques matériel et outillage	1 628 067	83 319	-15 043							1 696 343
Instal. générales, aménagements divers	425 970	69 763								495 733
Matériel de transport	467 374	136 554	-60 740							543 188
Matériel de bureau et informatique	262 206	23 539								285 745
Mobilier	525 567	16 099								541 666
Autres	25 463	1 795	-2 100							25 158
Immobilisations Corporelles	5 342 968	393 944	-77 883							5 659 029
Total Amortissements	5 393 134	394 395	-77 883							5 709 646

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

	<i>Informations financières</i>						
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
Groupe SOS Coopérative Immobilière	2 024	1 812 420	36 511 303	0,07%	1 269	-5 719 235	14 697 113
GIE Alliance Gestion	2 024	200 100	0	0,01%	15	0	28 351 696

	<i>Valeur comptables des titres détenus</i>		<i>Autres renseignements</i>		
	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Groupe SOS Coopérative Immobilière	100 000	100 000			
GIE Alliance Gestion	15	15			
Total	100 015	100 015	0	0	0

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	649 355	49 302	600 053
Autres immobilisations financières	31 629		31 629
Clients douteux	7 829	7 829	
Usagers, clients et comptes rattachés	1 758 635	1 758 635	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	3 755	3 755	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	51 397	51 397	
Etat et collectivités publiques	50 430	50 430	
Groupe et associés			
Autres créances	589 936	589 936	
Charges constatées d'avance	58 773	58 773	
TOTAL GENERAL	3 201 739	2 570 057	631 682
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	37 336		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE			
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	23 442	15 692	7 750	
Emprunts et dettes financières divers (2)	130		130	
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	849 870	849 870		
Personnel et comptes rattachés	863 770	863 770		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 059 671	1 059 671		
Etat et collectivités publiques	231 725	231 725		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	8 427	8 427		
Produits constatés d'avance	194 595	194 595		
TOTAL	3 231 630	3 223 750	7 880	
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	15 500			

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	110 304								110 304
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	110 304								110 304
Fonds propres avec droit de reprise									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
Ecarts de réévaluation									
Réserves	9 441 824	21 343							9 463 167
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	467 913								467 913
Autres réserves (dont investissement)	735 324								735 324
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	8 238 587	21 343							8 259 930
Investissement	3 706 498								3 706 498
Compensation	1 215 288	21 343							1 236 631
Compensation des charges d'amortissement	2 623 582								2 623 582
Trésorerie	693 219								693 219
Report à nouveau	-470 729	-322 883							-793 612
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-131 492	-435 774		35 859					-531 407
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	668 492	-285 979							382 513
Charges rejetées par l'autorité		-35 859		35 859					
Charges dont la prise en compte est différée	-799 984	-113 936							-913 920
Autres Reports à nouveau	-339 237	112 891		-35 859					-262 205
Activités des ESMS sous gestion libre	568 134	51 694							619 828
Autres activités	-907 371	61 197		-35 859					-882 033
Résultat de l'exercice	-301 541	301 541						-386 559	-386 559
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-362 738	362 738						-366 504	-366 504
Autres activités	61 197	-61 197						-20 055	-20 055
Situation Nette	8 779 858	1						-386 559	8 393 300
Subventions	2 504								1 401
Provisions réglementées	1 424 011						41 537	-1 103	1 465 548
TOTAL	10 206 373	1					41 537	-387 662	9 860 249

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	2024	Gestion Libre Aut. activités	Gestion Libre ESMS	Gestion Contrôlée ESMS	2023	Gestion Libre Aut. activités	Gestion Libre ESMS	Gestion Contrôlée ESMS
Foyer Hébergement - La Vallée Verte	152 897			152 897	38 612			38 612
Foyer de Vie - La Vallée Germain	-109 775			-109 775	-6 572			-6 572
Foyer de Vie - Le Hameau des Vents	-342 952			-342 952	-194 629			-194 629
FAM - La Vallée Germain	-13 140			-13 140	-35 870			-35 870
IME	73 961			73 961	-392 737			-392 737
SESSAD	104 394			104 394	223 381			223 381
SAVS	12 669			12 669	6 365			6 365
Esat Social Ateliers de la Brenne	-165 038			-165 038	-41 822			-41 822
Esat commercial Ateliers de la Brenne	8 027		8 027		89 417		89 417	
Secteur Solidarités	-278 957	0	8 027	-286 984	-313 855	0	89 417	-403 272
Siège	-79 520			-79 520	40 534			40 534
Association	-28 082	-28 082			-28 220	-28 220		
Secteur Groupe - Support	-107 602	-28 082	0	-79 520	12 314	-28 220	0	40 534
Résultat Global	-386 559	-28 082	8 027	-366 504	-301 541	-28 220	89 417	-362 738
			-386 559				-301 541	

Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR	191 100							191 100
Amortissements dérogatoires								
Prov pour Equilibre de la section d'investissement								
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.	77 313	4 200						81 513
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	544 474							544 474
Provisions pour renouvellement des immobilisations	329 180							329 180
Provision liée à l'Effort de Construction	281 944	37 337						319 281
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES (I)	1 424 011	41 537						1 465 548
Provisions pour litiges salariaux								
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	67 375		-67 375					
Provisions pour grosses réparations	104 303		-5 315					98 988
Provisions pour départ à la retraite								
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges	83 000							83 000
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	254 678		-72 690					181 988
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	11 232	5 593	-8 996					7 829
Autres dépréciations								
TOTAL DEPRECIATIONS (III)	11 232	5 593	-8 996					7 829
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 689 921	47 130	-81 686					1 655 365
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		5 593	-14 311					
- financière								
- exceptionnelle		4 200						
- provision pour impôts			-67 375					

Note 9. FONDS DEDIES

Nature	Fonds à engager en début d'exercice	Report des ressources non utilisées	Utilisations C		Transfert D	Fonds restant à engager en fin d'exercice E=A+B+C+D	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
			Montant Global	Dont remboursement			
Immobilisations							
Immobilisations Acquisées	1 238		-783			455	
Evaluations externes	2 354					2 354	2 354
Financement formation	15 059	12 685				27 744	15 059
Charges de personnel	48 838	25 715				74 553	48 838
Fonctionnement - Actions Ponctuelles	59 272					59 272	59 272
Financement prévention		30 000				30 000	
FD s/ contributions d'ATC	126 761	68 400	-782	0	0	194 378	125 523
CITS	60 109					60 109	60 109
Fonctionnement - Actions Ponctuelles	25 000					25 000	25 000
FD s/ subventions	85 109					85 110	85 109
Immobilisations acquises		5 354	-163			5 191	
FD s/ contributions fin d'autres organismes		5 354	-163			5 191	
Total	211 870	73 754	-946	0	0	284 680	210 632

Note 10. CHARGES A PAYER

	31/12/2024
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	192
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs d'exploitation	198 389
Congés Payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	1 141 635
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	113 690
Etat - autres charges à payer	7 797
Dettes fiscales et sociales	1 263 122
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	
Divers - Charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	1 461 703

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2024
Créances usagers et comptes rattachés	445 256
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	10 687
Personnel - Produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	
Etat - Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	
Divers - Produits à recevoir	432 099
Autres	442 786
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	888 042

Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2024	31/12/2023	FINANCEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles brutes	50 617	50 617	Apports, dotations, rés et fonds propres	578 217	578 217
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	149 720	149 720	Réserves affectées à l'investissement	4 285 240	4 285 240
- Agencements			Réserve de compens des charges d'amort.	2 623 582	2 623 582
- Constructions	2 435 926	2 411 976	Subventions d'investissement	1 401	2 504
- Installations, matériels et outillages	1 951 450	1 822 812	Provisions réglementées	329 180	329 180
- Autres immobilisations corporelles	2 687 928	2 496 912	Provisions régl. des PV nettes d'actif	945 268	903 731
Immo. corporelles et incorporelles en cours	8 160		Fonds dédiés immobilisations	5 646	1 238
Immo. en cours - part investissement PPP			Emprunts - dettes financières	23 250	38 750
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Dépôts et cautionnements reçus	130	
Immobilisations financières	1 168 635	1 167 312	Amortissements des immobilisations		
Amortissements excédentaires différés			- Incorporelles	50 617	50 166
			- Agencements des terrains		
Charges à répartir			- Constructions	2 071 196	2 008 321
Autres			- Installations, matériels et outillages	1 696 343	1 628 067
			- Autres immobilisations corporelles	1 891 490	1 706 580
			Dépréciations des immobilisations		
			Dépenses refusées par l'ATC		
			Autres réserves	-262 205	-339 237
Biens stables (II)	8 452 436	8 099 349	Financements stables (I)	14 239 355	13 816 339
FRI NÉGATIF (I-II)			FRI POSITIF (I-II)	5 786 919	5 716 990
Reports à nouveau déficitaires	1 016 207	506 803	Réserves et provisions à la couv du BFR	1 040 901	1 040 901
Résultat déficitaire	386 559	301 541	Réserves de compensation des déficits	1 236 631	1 215 288
Créances Glissantes			Résultat excédentaire		
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	1 305 023	1 136 374
			Provisions pour risques et charges	181 988	254 678
			Fonds dédiés d'exploitation	279 034	210 634
			Dépréciation des stocks et créances	7 829	11 232
Autres			Autres		
Actifs stables d'exploitation (IV)	1 402 766	808 344	Financements stables d'exploitation (III)	4 051 406	3 869 107
FRE NÉGATIF (III-IV)			FRE POSITIF (III-IV)	2 648 640	3 060 763
FRNG NEGATIF			FRNG POSITIF	8 435 559	8 777 753
Stocks			Avances reçues	3 952	
Avances et acomptes versés	27 530	5 640	Fournisseurs d'exploitation	849 870	1 038 789
Organismes payeurs, usagers	1 758 635	1 747 579	Dettes fiscales et sociales	2 155 166	1 895 707
Créances diverses d'exploitation	695 518	688 719	Dettes diverses d'exploitation	4 605	42 505
Créances irrécouvrables en non-valeur	7 829	11 232	Produits constatés d'avance	194 595	1 661
Charges constatées d'avance	58 773	44 136	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	820 223	761 063	Fonds en dépôt par les résidents	3 822	4 441
Autres			Autres		
Valeurs d'exploitation (VI)	3 368 508	3 258 369	Dettes d'exploitation (V)	3 212 010	2 983 103
BFR (VI-V)	156 498	275 266	EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)		
Valeurs mobilières de placement	2 000 000	2 188 971	Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	6 275 832	6 308 621	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance	3 421	5 216	Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	192	321
			Autres		
Liquidités (VIII)	8 279 253	8 502 808	Financements à court terme (VII)	192	321
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	8 279 061	8 502 487	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	21 502 963	20 668 870	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	21 502 963	20 668 870

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Trésorerie d'ouverture		8 502 487
Résultat d'exploitation		-473 322
+ Amortissements		366 251
+ Provisions		28 619
+ Fonds dédiés		72 808
+ Autres		-1 104
Resultat brut d'exploitation		-6 748
- Frais financiers		-997
+ Produits financiers		41 498
- Impôt sur les sociétés		-76 118
+/- Charges et produits exceptionnels		73 425
+/- Autres		
Capacité d'auto-financement		31 060
Variation des créances d'exploitation		-50 979
Variation des dettes d'exploitation		228 907
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		177 928
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		208 988
- Acquisition d'immobilisations		-606 224
+ Cession d'immobilisations		189 180
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-417 044
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues		
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts		-15 500
+/- Dépôts de garantie reçus		130
+ Autres variations		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-15 370
Trésorerie de clôture		8 279 061

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31.12.2024	31.12.2023
Solidarités - Handicap	18 837 698	17 998 970
Groupe - Support	1 578 047	1 502 954
Facturation entre établissements	-1 542 384	-1 343 463
Produits par activité	18 873 361	18 158 461
Gestion libre	1 281 866	1 319 477
Gestion contrôlée	17 686 130	16 929 522
Facturation entre établissements	-94 635	-90 538
Produits par nature de financement	18 873 361	18 158 461
Secteur lucratif		
Secteur non lucratif	18 873 361	18 158 461
Produits par secteur fiscal	18 873 361	18 158 461

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	4 200		4 200	12 876	326	12 550
Immobilisations financières	88 836	79 110	9 726	37 070	36 979	91
Opérations en capital	93 036	79 110	13 926	49 946	37 305	12 641
Aux amortissements excep. des immo.		28 146	(28 146)			
Aux provisions réglementées		4 200	(4 200)		7 550	(7 550)
Dotations et reprises		32 346	(32 346)		7 550	(7 550)
Exo charges sociales au titre de l'aide à domicile	72 196		72 196	215 192		215 192
Autres charges et produits exceptionnels	1 229		1 229	3 200		3 200
Opérations de gestion	73 425		73 425	218 392		218 392
Résultat exceptionnel	166 461	111 456	55 005	268 338	44 855	223 483

Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	-20 055	61 197
Résultat comptable sous gestion contrôlée	-366 504	-362 738
Résultat comptable	-386 559	-301 541

Reprise de résultat Antérieur	-118 561	-112 324
--------------------------------------	-----------------	-----------------

Résultat effectif Global	-505 120	-413 865
dont Résultat effectif sous gestion propre	-20 055	61 197
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	-485 065	-475 062

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat			
Etat - Assurance Maladie - ARS	8 779 677		
Etat - CAF	311 908	800	
Etat - Dirrecte		911 942	
Etat - ASP		4 000	
Régions			
Départements	7 913 572		
Communes, Villes			
Autres Financeurs	6 615	18 192	
TOTAL	17 011 772	934 934	

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Solidarités	Groupe	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	18 837 698	1 578 047	-1 542 384	18 873 361
Cotisations				
Ventes de biens et services	628 072	1 507 118	-1 542 384	592 806
-Ventes de biens				
-Ventes de prestations de service	628 072	1 507 118	-1 542 384	592 806
Produits de tiers financeurs	17 962 358	4 000		17 966 358
-Concours publics	17 011 772			17 011 772
-Subventions d'exploitation	930 934	4 000		934 934
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
-Ressources liées à la générosité du public				
-Contributions financières	19 652			19 652
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	43 036	8 663		51 699
Utilisation des fonds dédiés	946			946
Autres produits de Gestion Courante	203 286	58 266		261 552
Charges d'exploitation	18 375 249	2 513 818	-1 542 384	19 346 683
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro				
Variation de stocks matières premières et autres appro				
Autres achats et charges externes	5 605 312	1 314 384	-1 535 319	5 384 377
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	891 636	50 819		942 455
Salaires et traitements	8 109 798	789 675		8 899 473
Charges sociales	3 359 144	310 626	-7 065	3 662 705
Dotation aux amortissements et aux provisions				
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	318 809	47 442		366 251
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	5 593			5 593
-Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Reports de fonds dédiés	73 754			73 754
Autres charges d'exploitation	11 203	872		12 075
RESULTAT D'EXPLOITATION	462 449	-935 771		-473 322
QP de résultat sur opérations faites en commun	-789 615	789 615		
Produits financiers		41 498		41 498
Charges financières	997			997
RESULTAT FINANCIER	-997	41 498		40 501
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-328 163	-104 658		-432 821
Produits exceptionnels	112 272	54 189		166 461
Charges exceptionnelles	63 066	48 390		111 456
RESULTAT EXCEPTIONNEL	49 206	5 799		55 005
Impôts sur les sociétés		8 743		8 743
RESULTAT NET	-278 957	-107 602		-386 559
<i>Total des charges</i>	<i>19 228 927</i>	<i>2 570 951</i>	<i>-2 331 999</i>	<i>19 467 879</i>
<i>Total des produits</i>	<i>18 949 970</i>	<i>2 463 349</i>	<i>-2 331 999</i>	<i>19 081 320</i>

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Gestion Contrôlée - Activités ESMS	Gestion Libre - Activités ESMS	Gestion Libre - Autres Activités	Inter Secteur	Total	Total - Activités ESMS
Produits d'exploitation	17 686 130	1 277 961	3 905	-94 635	18 873 361	18 964 091
Cotisations						
Ventes de biens et services	329 746	357 695		-94 635	592 806	687 441
-Ventes de biens						
-Ventes de prestations de service	329 746	357 695		-94 635	592 806	687 441
Produits de tiers financeurs	17 054 416	911 942			17 966 358	17 966 358
-Concours publics	17 011 772				17 011 772	17 011 772
-Subventions d'exploitation	22 992	911 942			934 934	934 934
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible						
-Ressources liées à la générosité du public						
-Contributions financières	19 652				19 652	19 652
Production Stockée						
Production Immobilisée						
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	43 967	7 732			51 699	51 699
Utilisation des fonds dédiés	946				946	946
Autres produits de Gestion Courante	257 055	592	3 905		261 552	257 647
Charges d'exploitation	18 155 153	1 254 178	31 987	-94 635	19 346 683	19 409 331
Achat de marchandises						
Variation de stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres appro						
Autres achats et charges externes	5 244 784	202 242	31 986	-94 635	5 384 377	5 447 026
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	917 128	25 327			942 455	942 455
Salaires et traitements	8 195 593	703 880			8 899 473	8 899 473
Charges sociales	3 379 025	283 680			3 662 705	3 662 705
Dotation aux amortissements et aux provisions						
-Sur immobilisations : dotations aux amortissement	333 640	32 611			366 251	366 251
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations						
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	1 164	4 429			5 593	5 593
-Pour risques et charges : dotations aux provisions						
Report de fonds dédiés	73 754				73 754	73 754
Autres charges d'exploitation	10 065	2 009	1		12 075	12 074
RESULTAT D'EXPLOITATION	-469 023	23 783	-28 082		-473 322	-445 240
QP de résultat sur opérations faites en commun	16 398	-16 398				
Produits financiers	41 498				41 498	41 498
Charges financières	999	-2			997	997
RESULTAT FINANCIER	40 499	2			40 501	40 501
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-412 126	7 387	-28 082		-432 821	-404 739
Produits exceptionnels	164 821	1 640			166 461	166 461
Charges exceptionnelles	110 456	1 000			111 456	111 456
RESULTAT EXCEPTIONNEL	54 365	640			55 005	55 005
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les sociétés	8 743				8 743	8 743
RESULTAT NET	-366 504	8 027	-28 082		-386 559	-358 477
Total des charges	18 275 351	1 271 574	31 987	-111 033	19 467 879	19 546 925
Total des produits	17 908 847	1 279 601	3 905	-111 033	19 081 320	19 188 448

AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a. Engagements donnés :

a.1 Intérêts restant à courir sur emprunts :

en euros	31-12-2024
Part à moins d'un an	610
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	102
Part à plus de 5 ans	
TOTAL	712

a.2 Dettes garanties :

Nature	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la Garantie	Capital restant dû au 31-12-2024
Privilège du prêteur de deniers	Caisse d'Epargne	155 000	23 250

a.3 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **1 632 159 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe i des principes comptables et méthodes d'évaluation).

Il est à noter que les autorités de tarification ont partiellement abondé ce passif pour le financement des indemnités de fin de carrière ou de départs négociés.

L'association a constaté au passif

- 46 654 euros en fonds dédiés du fait de l'abondement des autorités de tarification.
- 653 634 euros le poste report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée (compte 11503010 - Excédents affectés au financement de mesures d'exploitations non reconductibles - départs retraite). Ces reports à nouveau pourront être apurés lors de la constatation de pertes liées à des départs en retraite (sans reprise de provision au compte de résultat).

Les engagements de retraite sont donc financés par l'autorité de tarification à hauteur de **700 288 euros**.

La part des engagements de retraite non constatée au passif s'élève à **931 871 euros**.

a.4 Autres Engagements donnés:

La Boisnière, **membre du GIE Alliance Gestion**, est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2024, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	2 458 715
Dettes d'exploitation	8 082 275
Autres dettes	3 537 495
	14 078 485

Au cours de l'exercice 2024, la participation de l'association La Boisnière à l'ensemble des charges du groupement a été de 1,35 %.

b. Garanties reçues :

Néant.

Note 23. EFFECTIF

Effectifs moyen par CSP	
Direction	15
Administration générale	22
Service Généraux	60
Restauration	9
Socio-éducatif	149
Paramédical	28
Médical	2
Autres fonctions	
Total	285

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice, La Boisnière n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi n° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président Administrateur unique est bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat d'une part pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal, s'élève à **18 486 euros**, TVA non récupérable incluse.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due aux placements de trésorerie effectués.

Une charge a été constatée au titre de l'exercice 2024 à hauteur de **8 743 euros**.
